PHILIPPE DEPREUX

INTRODUCTION

Si l'on en croit saint Paul, le présent volume ne devait pas avoir de raison d'être: »Que chacun se soumette aux autorités en charge. Car il n'y a point d'autorité qui ne vienne de Dieu, et celles qui existent sont constituées par Dieu. Si bien que celui qui résiste à l'autorité se rebelle contre l'ordre établi par Dieu. Et les rebelles se feront eux-mêmes condamner«¹. Cette sentence peut être considérée comme une véritable pierre angulaire de l'idéologie politique médiévale: »St Paul in Romans 13. 1–7 had provided the most important Biblical statement of the duty of Christians to submit to secular power, for the ruler is instituted by God. This doctrine was in no way doubted«². Toutefois, l'opposition au prince – au prince injuste, s'entend – n'est pas illicite. En témoigne, par exemple, l'un des monuments du droit médiéval qu'est le »Sachsenspiegel«: on y lit que tout »homme peut s'opposer à l'injustice de son roi et de son juge [...] et ne contrevient pas en cela à la fidélité due«³. Le manuscrit de Heidelberg, qui date des années 1300–1315, en fournit une illustration particulièrement éloquente, où l'on voit le roi décoiffé de la couronne. Or l'individu qui accomplit ce geste n'est pas n'importe qui: il s'agit d'un noble, d'un individu jouissant du privilège de porter l'épée⁴. Se trouve ainsi avancée la question centrale sur laquelle porta le colloque »Révolte et statut social, de

¹ Rom 13, 1–2 (traduction de la Bible de Jérusalem). Le texte de la Vulgate est le suivant: *Omnis anima potestatibus subdita sit. Non est enim potestas nisi a Deo; quae autem sunt, a Deo ordinatae sunt. Itaque, qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit; qui autem resistunt ipsi, sibi damnationem acquirunt.*

² David E. LUSCOMBE, Gillian R. EVANS, The Twelfth-Century Renaissance, dans: James H. BURNS (dir.), The Cambridge History of Medieval Political Thought, c. 350–c. 1450, Cambridge 1988, p. 306–338, ici p. 316–317. Sur l'impact de cette autorité néotestamentaire sur la pensée médiévale, cf. Werner AFFELDT, Die weltliche Gewalt in der Paulus-Exegese: Röm. 13, 1–7 in den Römerbriefkommentaren der lateinischen Kirche bis zum Ende des 13. Jahrhunderts, Göttingen 1969 (Forschungen zur Kirchen- und Dogmengeschichte, 22).

³ Sachsenspiegel. Landrecht, éd. par Karl August ECKHARDT, Göttingen 1955 (MGH, Fontes iuris Germanici antiqui, NS, 1, 1), p. 260 (III, 78, § 2): *De man mut ok wol sime koninge unde sime richtere unrechtes wederstan, unde san helpen weren to aller wis, al si he sin mach oder sin herre, unde ne dut dar an weder sinen truwen nicht.*

⁴ Universitätsbibliothek Heidelberg, Codex Palatinus Germanicus 164, fol. 26r. Cf. Die Heidelberger Bilderhandschrift des Sachsenspiegels, 2 t., Frankfurt/M. 1970 (facsimilé et commentaire: Walter KOSCHORRECK, Die Heidelberger Bildhandschrift des Sachsenspiegels).

l'Antiquité tardive aux Temps modernes«: celle du rapport entre l'acte de révolte et le statut social des protagonistes.

Il n'y a pas lieu de s'attarder longtemps à justifier le titre de cette rencontre, bien qu'il y ait apparemment débat sur l'opportunité de parler de «révolte». Ainsi, Guy Fourquin, dans son étude sur les soulèvements populaires au Moyen Âge, commence par expliquer pourquoi, à juste titre, il a écarté le terme de «révolution»; mais il ajoute: »il fallait [...] choisir un autre vocable: nous nous sommes arrêtés à celui de soulèvement, plutôt qu'à celui de révolte qui ne convient pas aux mouvements où sont au premier chef impliquées des élites«⁵. Au contraire, Arlette Jouanna, dans son livre sur »la noblesse française et la gestation de l'État moderne« met en exergue le »devoir de révolte« de la noblesse dans la France des XVI^e et XVII^e siècles⁶. En fait, comme l'enseigne le »Dictionnaire« de Littré⁷, une révolte est un »soulèvement contre l'autorité établie«, et rien n'interdit aux élites de recourir à ce mode d'expression politique, en fait d'autant mieux adapté à décrire leur marge de manœuvre que ce terme, dans la langue classique, est souvent associé à l'idée de faire volte-face.

Le colloque d'octobre 2005 fut centré sur le Moyen Âge occidental (presque les deux tiers des communications portent sur ce millénaire) – un Moyen Âge occidental dans lequel Otto Gerhard Oexle décèle une véritable »culture de la rébellion« sous la forme de la conjuration⁸. Mais cette rencontre fut également l'occasion d'une réflexion comparative, tant du point de vue chronologique que géographique⁹. D'une certaine manière, on peut reconnaître comme ligne générale de réflexion la transformation de l'acte de révolte considéré comme une atteinte à la tranquillité publique dénoncée dans le »Code« de Justinien¹⁰ –

⁵ Guy FOURQUIN, Les soulèvements populaires au Moyen Âge, Paris 1972 (SUP L'historien, 12), p. 7.

⁶ Arlette JOUANNA, Le devoir de révolte. La noblesse française et la gestation de l'État moderne, 1559–1661, Paris 1989.

⁷ Émile LITTRÉ, Dictionnaire de la langue française, t. 4, Paris 1877, p. 1744.

⁸ Otto Gerhard OEXLE, Die Kultur der Rebellion. Schwureinung und Verschwörung im früh- und hochmittelalterlichen Okzident, dans: Marie Theres FÖGEN (dir.), Ordnung und Aufruhr im Mittelalter. Historische und juristische Studien zur Rebellion, Francfort/M. 1995 (Ius commune. Sonderheft 70), p. 119–137.

⁹ Certes, on aurait souhaité multiplier les enquêtes et compléter le tableau; ainsi, l'histoire espagnole – qu'il s'agisse de la Péninsule ou des Pays-Bas – est notamment absente. À ce propos, cf. Adeline RUCQUOI (dir.), Genèse médiévale de l'Espagne moderne. Du refus à la révolte: les résistances, Paris 1991 (Publication de la faculté des lettres, arts et sciences humaines de Nice, NS, 4). Pour un essai de synthèse à l'époque moderne, cf. Perez ZAGORIN, Rebels and Rulers, 1500–1660, t. 1: Society, States and Early Modern Revolution. Agrarian and Urban Rebellions, t. 2: Provincial Rebellion. Revolutionary Civil Wars, 1560–1660, Cambridge 1982. Dans le présent volume, les incursions dans les mondes orientaux sont restreintes à la Chine ancienne et à Byzance.

¹⁰ Corpus iuris civilis, t. 2: Codex Justinianus, éd. par Paul KRÜGER, Berlin 1906, p. 385 (IX, 30): *De seditiosis et his qui plebem audent contra publicam quietem colligere*.

dont le règne fut lui-même marqué par une révolte célèbre¹¹ – en une action nécessaire au rétablissement ou au maintien de l'équilibre politique. Mais a-t-on toujours affaire aux mêmes catégories sociales? Il semblait indispensable d'approfondir la réflexion en ce domaine.

Au sein du Moyen Âge, tous les siècles ne sont pas également représentés: l'attention se concentre en effet sur la seconde moitié de cette période, mieux documentée et – probablement – plus remuante. Bien que certains mouvements insurrectionnels aient eu explicitement une origine rurale et que les »paysans« en fussent les principaux acteurs, il faut bien admettre que la ville joue – directement ou indirectement – un rôle souvent important. La chronologie de l'intensification des mouvements de révolte coïncide également avec le moment où l'on situe traditionnellement la genèse de l'État moderne – comme manifestation de résistance à l'autorité nouvelle qu'il suppose¹². Cela souligne l'impact de l'évolution des rapports de pouvoir dans la volonté ou la nécessité de se rebeller. Ainsi on a pu parler, aux alentours de 1400, d'une véritable vague d'agitation urbaine, qui se manifesta par exemple par plus de 80 mouvements séditieux dans le seul Saint-Empire¹³. Les révoltes des années 1350–1420 sont bien connues, en raison, notamment de l'état de la documentation, plus favorable au croisement des informations que la vague de rébellions entre le milieu du XI^e siècle et le milieu du XII^e siècle, intimement liée à la notion de commune. Parmi les études qui suivent, nombreuses sont celles où il est fait mention des aspects religieux que pouvaient revêtir ces violences: la combinaison de cet enjeu aux mobiles d'ordre économique et/ou politique révèle l'ambition de ces mouvements contestataires, qui se voulait plus haute que la seule défense des conditions d'existence.

L'étude des révoltes et des mouvements séditieux a jusqu'à présent été essentiellement menée selon deux critères d'analyse: d'une part, pour mettre en évidence ou soumettre à une critique l'approche marxiste de la lutte des classes, notamment dans les cas où les mobiles semblent être principalement de

¹¹ Cf. en dernier lieu Geoffrey GREATREX, *The Nika Riot: a Reappraisal*, dans: *Journal of Hellenic Studies* 117 (1997), p. 60–86; Mischa MEIER, *Die Inszenierung einer Katastrophe: Justinian und der Nika-Aufstand*, dans: *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphik* 142 (2003), p. 273–300.

¹² Cf. Marie-Anne VANDROY-FRAIGNEAU, *Les résistances à l'autorité*, dans: *Hypothèses* 2003. Travaux de l'École doctorale d'histoire de l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris 2004, p. 203–213. Sur la notion, concomitante, de »violence«, cf. Günther MENSCHING (dir.), *Gewalt und ihre Legitimation im Mittelalter*. Symposium des Philosophischen Seminars der Universität Hannover vom 26. bis 28. Februar 2002, Würzburg 2003 (*Contradictio. Studien zur Philosophie und ihrer Geschichte*, 1). Plus généralement, il convient de renvoyer aux publications du groupe international de recherches sur la genèse de l'État moderne, notamment: Peter BLICKLE (dir.), *Resistance, Representation, and Community*, Oxford 1997 (*The Origins of the Modern State in Europe, 13th to 18th Centuries*, E).

¹³ Friedrich BATTENBERG, *Herrschaft und Verfahren. Politische Prozesse im mittelalterlichen Reich*, Darmstadt 1995, p. 100–101.

nature économique; d'autre part, pour servir à l'étude des formes d'exercice du pouvoir, s'agissant généralement de la contestation de l'autorité d'une personne et, plus rarement, de la contestation d'un système. La question de la stratification et de la mobilité sociales – plus particulièrement: de la circulation des élites – s'avère un élément souvent évoqué comme un champ de recherche à explorer, mais rarement placé au centre de la réflexion historique. L'historiographie française – en particulier, mais pas uniquement – s'est montrée sensible aux »problèmes de stratification sociale«¹⁴ appliqués au phénomène de la révolte¹⁵ – la date de publication de certaines enquêtes collectives laisse toutefois penser qu'il ne s'agissait pas d'initiatives totalement déconnectées du souvenir de mai 68 et de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française¹⁶. Alors même que cette Révolution – éminemment »bourgeoise« – illustre de manière exemplaire l'importance du statut social de ses acteurs dans la maîtrise de son cours et le profit qu'ils purent en tirer, la période révolutionnaire n'est pas évoquée ici, en raison notamment du bouleversement des références politiques qu'elle entraîna.

On sait l'importance de la donne sociale pour certains mouvements séditionnels, notamment les révoltes urbaines impliquant des métiers particuliers¹⁷, telles les révoltes des »ongles bleus« dans les villes drapières ou des bouchers, plus hauts socialement, dans le Paris des cabochiens. Or comme le note Claude Gauvard dans un article synthétique sur les révoltes populaires, »le problème consiste à situer la limite de [la] stratigraphie sociale« entre »les catégories inférieures de la société« et »ceux que la fortune, le pouvoir, la notoriété sociale placent en position hiérarchiquement supérieure«¹⁸. Il serait souhaitable de reprendre l'examen du statut des protagonistes selon deux angles d'approche, en fonction des possibilités offertes par la documentation: d'une part pour tenter de préciser leur place dans l'échelle sociale et de voir les incidences que cela put avoir sur le cours des révoltes et sur les desseins qu'elles

¹⁴ Cf. Roland MOUSNIER (dir.), *Problèmes de stratification sociale. Actes du colloque international* (1966), Paris 1968 (Travaux du Centre de recherches sur la civilisation de l'Europe moderne, 5); ID., *Les hiérarchies sociales de 1450 à nos jours*, Paris 1969 (SUP L'historien, 1).

¹⁵ Jean NICOLAS (dir.), *Mouvements populaires et conscience sociale, XVI^e–XIX^e siècles. Actes du colloque de Paris, 24–26 mai 1984*, Paris 1985.

¹⁶ *Révolte et société. Actes du IV^e colloque d'histoire au présent*. Paris, mai 1988, 2 t., Paris 1989; *Violence et contestation au Moyen Âge. Actes du 114^e congrès national des Sociétés savantes* (Paris 1989). Section d'histoire médiévale et de philologie, Paris 1990.

¹⁷ Michel MOLLAT, Philippe WOLFF, *Ongles bleus, Jacques et Ciompi. Les révolutions populaires en Europe aux XIV^e et XV^e siècles*, Paris 1970; Alessandro STELLA, *La révolte des Ciompi: les hommes, les lieux, le travail*, Paris 1993 (*Recherches d'histoire et de sciences sociales*, 57).

¹⁸ Claude GAUWARD, *Révoltes populaires*, dans: EAD., Alain DE LIBERA, Michel ZINK (dir.), *Dictionnaire du Moyen Âge*, Paris 2002, p. 1206–1209, ici p. 1206.

servaient et, d'autre part, pour accorder une attention plus grande à la circulation des élites, dans une démarche comparatiste.

Les révoltés auxquels la rencontre d'octobre 2005 fut consacrée ne cherchaient pas à refaire le monde, mais essentiellement à préserver leurs conditions de vie, en réaction à une évolution qui les privait de ce dont ils pensaient avoir joui ou être en droit de jouir – d'où, parfois, l'appel à la «réforme»¹⁹. On ne devait pas s'intéresser explicitement aux motivations économiques de ces »primitifs de la révolte«²⁰, mais à l'émergence de nouvelles élites (au sens défini par Vilfredo Pareto, c'est-à-dire: les meilleurs dans leur catégorie, indépendamment de tout jugement de valeur sur cette dernière), émergence que traduit – ou peut traduire – l'acte de révolte, notamment à propos des conflits d'intérêts possibles entre élites gouvernantes et élites non-gouvernantes. On ne devait donc pas s'intéresser à la révolte en tant que facteur de changement, mais en tant que phénomène révélateur – en tant que moment de cristallisation – de l'évolution des rapports sociaux en général et de l'incidence du statut social sur la participation au pouvoir en particulier. C'est ainsi qu'il convient de cerner à la fois ce qui fait la spécificité de certaines élites (économiques, sociales, politiques) à propos de leur recours à la révolte (ou de leur rejet de ce mode d'action) et des formes qu'elle revêt, et à propos des jugements de valeur portés sur les actes de révolte, variables en fonction de la personnalité des protagonistes, voire à propos de la prise de conscience de l'appartenance (ou non) à une élite. Cette rencontre s'inscrit par conséquent en complément d'une réflexion menée, en particulier, au sein du groupe de recherches international sur les élites au Haut Moyen Âge²¹: dans un cadre chronologique bien plus large, ce colloque se veut donc aussi, par l'analyse des révoltes, une contribution à la connaissance du phénomène élitare.

¹⁹ Cf. Neithard BULST, *Stände und Widerstand. Die Reformvorstellungen der Generalstände von 1413 und die révolte cabochienne*, dans: Paul-Joachim HEINIG et al. (dir.), *Reich, Regionen und Europa in Mittelalter und Neuzeit. Festschrift für Peter Moraw*, Berlin 2000, p. 115–132.

²⁰ Cf. Eric J. HOBBSAWM, *Primitive Rebels: Studies in Archaic Forms of Social Movement in the 19th and 20th Centuries*, Manchester 1959; traduction française: *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris 1966.

²¹ Les actes sont publiés ou sous presse: François BOUGARD, Laurent FELLER, Régine LE JAN (dir.), *Les élites au haut Moyen Âge: crises et renouvellements*, Turnhout 2006 (colloque de Rome, mai 2004); Philippe DEPREUX, François BOUGARD, Régine LE JAN (dir.), *Les élites et leurs espaces: mobilité, rayonnement, domination (VI^e–XI^e s.)*, Turnhout 2007 (colloque de Göttingen, mars 2005); le colloque de septembre 2006 eut lieu à Auxerre, sur le thème: »Hiérarchie, ordre et mobilité dans l'Occident médiéval (400–1100)«; le colloque de septembre 2007, à Cambridge, avait pour thème: »La culture du haut Moyen Âge, une question d'élites?«. Les rencontres suivantes sont consacrées aux aspects économiques (Bruxelles, mars 2008) et à une synthèse sur les »théories et pratiques des élites« (Hambourg, septembre 2009). Les travaux de la rencontre initiale, consacrée aux questions historiographiques (Paris et Marne-la-Vallée, novembre 2003), sont disponibles en ligne: <http://lamop.univ-paris1.fr/W3/elites/>.

C'est à double titre que la notion de statut social intervient dans l'étude des mouvements séditeux: quant à l'appréciation, d'une part, de l'ensemble des révoltés et, d'autre part, de leurs meneurs. L'idée de »reconnaissance sociale« est ici décisive: en quoi le jugement des contemporains et l'analyse des historiens se recoupent-ils à propos de la perception du statut social (et de son incidence quant au passage à l'acte) des acteurs d'une révolte et de leurs meneurs? En quoi tel statut social conditionne-t-il (voire autorise-t-il) le recours à telle forme de révolte? Observe-t-on l'émergence d'une élite par le biais de la révolte, qu'il s'agisse d'un groupe social constitué comme tel (par exemple en tant qu'association jurée) ou de personnalités au sein de ce groupe? L'acte de révolte permet-il (véritablement, c'est-à-dire durablement) une ascension sociale? En quoi la répression de la révolte exacerbe-t-elle les différences sociales? Pour qui vaut le »devoir de révolte« et à qui est-elle interdite (autrement dit: où se trouve le curseur social de la subversion et de l'exclusion?) – et pourquoi? Telles étaient les multiples questions posées aux intervenants au colloque »Révolte et statut social de l'Antiquité aux Temps modernes«.

Alors que la société chinoise, dont François Martin propose une analyse à partir de la révolte de Sun En et de Lu Hsün (396–412), ne connaît que les concepts d'ordre et de désordre pour désigner, d'une part, la paix et l'harmonie et, d'autre part, l'émeute ou la guerre, les lettrés occidentaux – en tant qu'héritiers des Romains – disposaient de tout un arsenal conceptuel pour distinguer la *seditio* de la *conjuratio* et du *tumultus*, qu'on ne confondait pas avec un *bellum*. La notion de soutien divin s'avérait également particulièrement importante à Byzance, où l'opposition au tyran était considérée comme une nécessité, afin de rétablir l'ordre troublé par celui qui devait en garantir le respect, comme l'expose Jean-Claude Cheynet: c'est ainsi que, pour les membres de l'élite politique, il était possible de se révolter légitimement contre le *basileus*.

Les révoltes, qui mettent parfois en évidence des disparités de comportement selon l'appartenance sociale, ne sauraient toutefois être considérées comme l'expression de luttes de classes, bien qu'elles puissent être motivées par la volonté de combattre la dégradation d'un statut. Le monde monastique devrait être étranger à ce genre de considérations – de fait, ainsi que le montre Steffen Patzold, l'origine sociale ne semble pas avoir constitué un mobile significatif dans le déclenchement des mouvements de rébellion (même si le souvenir de cette origine n'était pas effacé par la prise d'habit), les questions afférentes à l'entretien des moines et à la réforme de la vie conventuelle revenant en revanche de manière récurrente dans les sources. Néanmoins, les actes d'opposition à la politique abbatale, tout contraires qu'ils étaient – dans leur essence même – à la règle et au vœu d'obéissance prononcé par les moines et les moniales (singulièrement sous-représentées en la matière – à l'exception de la célèbre révolte de Sainte-Croix de Poitiers, en 589), s'avéraient l'occasion

d'une circulation des élites, sans qu'il soit vraiment possible de distinguer des destins individuels. L'étude des révoltes dans les milieux monastiques confirme leurs liens avec le siècle, dont ils constituent – dans ce domaine – un écho atténué.

La dimension religieuse de la contestation sociale dans les sociétés anciennes est notamment mise en évidence par Bruno Pottier, qui présente certains résultats de sa thèse sur le banditisme dans les campagnes de l'Empire romain en proposant de reconnaître dans les circoncensions des IV^e et V^e siècles les membres d'une élite rurale cherchant à compenser le martyre, désormais passé d'actualité, par l'ascèse et la rigueur morale. La volonté de ces »parfaits« avant la lettre (l'on ne saurait toutefois établir de lien entre ces *sancti* de l'Antiquité tardive et les Cathares) de peser sur l'évolution de la société de manière édifiante s'exprimait par leurs moyens de pression sur les grands propriétaires fonciers : ils relevaient plus des rituels d'inversion sociale que des violences inhérentes à la jacquerie. Les changements religieux pouvaient être considérés ou revendiqués comme des mobiles importants de rébellion, en raison des bouleversements politiques et sociaux auxquels ils étaient parfois liés – en tant que cause ou conséquence. C'est, par exemple, ce qu'illustre la révolte des »Stellinga« dans la Saxe carolingienne du milieu du IX^e siècle. Le caractère fragmentaire et partial des sources du Haut Moyen Âge rend toutefois leur interprétation particulièrement difficile, comme le souligne Philippe Depreux. Les mobiles religieux pouvaient également contribuer à nourrir la lutte communale dans l'Italie des XI^e et XII^e siècles, étudiée par Claudia Zey – ou dans la Rome du milieu du XIV^e siècle, où devait s'illustrer Cola di Rienzo. Sur-tout, le mouvement communal du Moyen Âge central est révélateur d'une hiérarchisation sociale, couronnée par les meneurs charismatiques qu'étaient *capitanei* et vasseurs, auxquels les marchands emboîtaient le pas, en dépit d'une association plus large des diverses catégories de la population. Les sources brossent un portrait essentiellement négatif de toute transgression des barrières sociales. Il n'empêche qu'il existait un enjeu social dans l'action communale. Ainsi, Alain Saint-Denis interprète le mouvement communal qui se développa dans la province ecclésiastique de Reims, vers la fin du XI^e siècle et pendant le premier tiers du XII^e siècle, comme une phase d'ascension et d'établissement au pouvoir de membres de l'élite urbaine et marchande. À cet égard, il convient d'ailleurs de relativiser l'importance du recours à la violence, plutôt symptôme occasionnel d'une défaillance dans l'application d'un accord négocié que moyen d'action inhérent à cette forme d'association jurée qui visait, somme toute, au maintien de la paix.

La question du lien entre révolte et ascension sociale semble moins se poser en termes de destins individuels que de renforcement du poids d'un groupe social donné, notamment de la noblesse. Cela semble particulièrement vrai dans l'Angleterre des XII^e–XIV^e siècles, étudiée par Jörg Peltzer, où la révolte

de 1381, lors de laquelle le prédicateur John Ball s'interrogeait sur l'existence du gentilhomme »lorsque Adam labourait et qu'Ève filait«, apparaît en fort contraste avec les actes de contestation du pouvoir royal et la négociation – le cas échéant, armée – de nouveaux rapports de force entre le roi et les membres de l'élite aristocratiques. La *Magna Carta* de 1215 avait institué un conseil de 25 barons chargé de contrôler le pouvoir royal; sept ans plus tard, en Hongrie, c'est un droit, sinon de »révolte« (bien qu'il s'agît de *facto* de cela), du moins de »résistance« à l'arbitraire royal qu'André II accorda aux évêques, aux barons et aux nobles²². Tout en se fondant par conséquent sur le constat du caractère licite de la révolte nobiliaire, Marianne Sághy préfère toutefois, pour étudier la figure du révolté »hongrois« sous le règne des Angevins et de Sigismond de Luxembourg, focaliser son attention sur l'apparition de la dimension »nationale« dans l'historiographie des XIV^e et XV^e siècles. En revanche, la question de l'ascension sociale et des possibilités qu'offre la révolte se trouve au cœur de la réflexion de Uwe Israel concernant la comparaison du destin de Cola di Rienzo, dans la Rome du milieu du XIV^e siècle, et de celui de Stefano Porcari, cent ans plus tard, soutenus par des milieux sociaux différents. Le premier était en effet issu du *popolo minuto*, et sut s'allier les catégories sociales médianes, particulièrement dynamiques du point de vue économique, alors que le second appartenait à l'aristocratie urbaine. Tous deux montrent, en dépit de l'incidence que pouvait avoir la présence ou l'absence du pape à Rome, le poids de la référence aux traditions antiques, voire – dans le cas de Cola – le rôle que jouait la formation intellectuelle en matière d'ambitions politiques, et l'importance des relations et amitiés nouées hors du milieu social d'origine et hors la ville.

Alors que dans son approche comparée de révoltes urbaines au XIV^e siècle (à Brunswick, Bruges, Ypres et Zurich), Kai-Henrik Günther privilégie l'analyse de la conjuration comme phénomène social de nivellement en vertu de l'égalité censée régner entre les membres de la commune, Vincent Challet insiste, à propos des révoltes paysannes en France aux XIV^e et XV^e siècles, sur le rôle d'encadrement que jouèrent les élites villageoises, les membres du bas clergé et les nobles ruraux: en se faisant l'écho des revendications paysannes, ils maintenaient leur emprise sur elles et imposaient le maintien d'une certaine hiérarchie. De même, dans le cas de la guerre des Paysans, étudiée par Werner Troßbach, les membres de la strate supérieure de la société rurale et villageoise furent les véritables maîtres des mouvements de révolte de 1525. Les

²² Bulle d'or d'André II de Hongrie (1222), dans: Herrschaftsverträge des Spätmittelalters, Bern 1951 (Quellen zur neueren Geschichte, 17), p. 10: *Statuimus etiam, quod si nos vel aliquis successorum nostrorum aliquo unquam tempore huic dispositioni contraire voluerit, liberam habeant, harum autoritate, sine nota alicuius infidelitatis, tam episcopi quam alii jobagiones ac nobiles regni nostri, universi et singuli, praesentes et poster, resistendi et contradicendi nobis et nostris successoribus in perpetuum facultatem.*

conflits entre laboureurs et journaliers se doublèrent de conflits d'intérêts au sein de l'élite locale. Il s'ensuit que la révolte peut être considérée autant comme un moyen – somme toute assez peu efficace – d'ascension sociale qu'en tant que mode de redistribution des cartes au sein d'une même catégorie sociale au sens large (de même, la révolte de Sun En et de Lu Hsün, dans la région de Nankin et du bas fleuve Bleu, met en évidence les tensions existant entre certaines familles nobles se réservant l'exercice des plus hautes fonctions et celles qui possèdent les domaines fonciers – où l'antagonisme en termes d'emprise directe sur la terre se trouvait renforcé, en l'occurrence, par une différence quant à l'origine géographique des personnes). Or la sédition pouvait aussi s'avérer un moyen de maintenir une position dans le jeu des luttes de factions, étudié par Olivia Carpi à propos des élites citadines à l'époque des troubles de religion. En effet, si l'antagonisme entre des «bourgeoisies» distinctes et aux ambitions rivales jouait un rôle indéniable de moteur, la quête d'une certaine reconnaissance sociale, voire d'une prééminence dans la société, animait les bourgeois ligueurs, dont le comportement était caractérisé par leur modération, leur conservatisme et la recherche laborieuse d'un consensus autour de la politique menée par les municipalités.

Des réflexions présentées dans les études qui suivent, on retire donc l'impression que le rapport entre révolte et statut social dans les sociétés anciennes fait apparaître l'acte de révolte essentiellement comme un moyen de maintenir un certain statut et de structurer des rapports sociaux en passe de se dérégler. Il s'agit, somme toute, d'un geste de défense plus que de l'expression d'une ambition réformatrice visant à instaurer un nouvel ordre – c'est là toute la différence entre «révolte» et «révolution».